

DISCRIMINATION RACIALE A L'ENTREE DES DISCOTHEQUES, BARS ET BOÎTES DE NUIT

Le 6 juin dernier, la Commission Fédérale de lutte contre le Racisme (CFR) tirait la sonnette d'alarme suite au refus de l'accès des lieux de loisirs aux personnes issues de minorités.

La décision incongrue et inadmissible du ministère public du canton de Soleure, qui a classé en mars dernier la plainte d'un Kosovar qui s'était vu refuser l'entrée d'une discothèque à Egerkingen (SO), doit interpeller la société civile autant que les pouvoirs publics dans leur ensemble.

Le Conseiller fédéral Pascal Couchepin lui-même a déclaré que le cas d'Egerkingen aurait dû tomber sous le coup de l'article 261 bis CPS.

Loin d'être des cas isolés, ces délits de faciès à l'entrée des boîtes de nuits, bistros et bars, font l'objet depuis quelques temps de plusieurs plaintes adressées aux organisations de lutte contre le racisme, notamment par des personnes au faciès très visible, tel-le-s les Noir-e-s.

De telles atteintes au désir élémentaire de s'amuser introduisent la ségrégation dans l'espace public et constituent une mise en cause des droits humains que nous ne tolérerons pas.

Nos organisations soutiennent la démarche de la CFR et demandent un engagement clair de la part des exploitant-e-s d'établissements publics, des sociétés de sécurité et des pouvoirs publics contre la discrimination raciale.

Nos organisations proposent la rédaction d'une charte de non-discrimination à l'entrée des lieux de loisirs en collaboration avec les pouvoirs publics et les responsables des établissements publics.

Nos organisations demandent aux sociétés de sécurité dont les agent-e-s sont souvent employé-e-s comme portiers des lieux de loisirs, d'accroître la sensibilisation de ces derniers-ères en matière de protection des droits humains au moyen de cours de formation continue.

Nos organisations invitent les personnes concernées par cette réalité à nous communiquer les discriminations dont elles font l'objet ou auxquelles elles ont assisté, afin de pouvoir, ensemble agir pour y mettre un terme.

Lausanne, Genève, Berne, le 30 juin 2006



Carrefour de réflexion et d'Actions
contre le racisme anti-Noir (CRAN)
cp 251 / 3000 Berne - Fax: 032 322 2637
Gerome Tokpa - 079 641 66 92



Gemeinsam gegen Gewalt und Rassismus
Postfach 324, 3000 Bern 22
Tel. 031 333 33 40, meide@gggfon.ch

ACOR SOS Racisme
cp 6177 / 1002 Lausanne
Karl Grünberg - 079 771 68 57

